

Violences en milieu scolaire Comme jamais auparavant

F.B.E.M
Libreville/Gabon

CONTRAIREMENT aux années scolaires antérieures caractérisées par des grèves d'enseignants, le début d'année actuelle a marqué l'opinion par un

regrettable phénomène : celui des violences en milieu scolaire. Si celui-ci n'est pas tout à fait nouveau, il a atteint des proportions inquiétantes depuis la rentrée scolaire d'octobre dernier. En effet, il s'est rarement écoulé une semaine sans

que les médias (traditionnels ou sociaux) ne rapportent des cas d'agressions multiformes, de dépravations de mœurs, de consommation de stupéfiants, voire d'homicides commis en/ou aux abords de ces lieux d'apprentissage ! Le cas, entre autres,

de l'élève de 12 ans qui a poignardé à mort par son camarade à Oyem (lire l'Union des 2 et 3 décembre 2017), est encore dans toutes les mémoires. Des situations dommageables à plus d'un titre, et rattachées, à y regarder de près, à une consommation

croissante de drogues et de stupéfiants en milieu jeune. Pour tenter de tordre le cou à cette problématique, le ministère de l'Éducation en tête, comme les organisations de la société civile, les associations de parents d'élèves et les établisse-

ments en interne, ont initié des campagnes de sensibilisation à l'endroit des apprenants pour leur dire : "Plus jamais ça !". Le message sera-t-il entendu par ces derniers au retour de leurs vacances de fin de trimestre ? On l'espère en tout cas.

Le "Kobolo" de triste renommée

F.B.E.M
Libreville/Gabon

LA renommée acquise par le "Kobolo" au cours de l'année qui s'écoule n'a d'égale que sa propension à nuire à la santé de ces (jeunes) consommateurs. Le "Ko-

bolo" désigne, en effet, ces médicaments à base de codéine, pholcodrine, prométhazine, Tramadol, diclofenac, paracétamol, etc., présentés sous plusieurs variantes, et dont la plus connue est le Tramadol. Leur consommation provoque une sensation de défonce.

Accessible à des prix dérisoires - l'on parle de 250 F le comprimé -, le "Kobolo" s'est taillé une place de choix dans les conversations, en milieu jeune notamment. Mais ces produits ont également été le catalyseur de bien de drames dans les préaux et cours de récréation de nos écoles.



Quelques médicaments détournés de leur usage (kobolo) saisis chez des élèves dans un établissement secondaire de Libreville.

La lutte contre sa prolifération doit rester un combat de tous les jeunes, et du Gabon de demain.

" Gabon 9 Provinces "

Célébrer autrement le patrimoine culturel national

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

DU 7 au 15 août 2017, le Gabon a célébré sa culture dans toute sa diversité, à travers l'événement "Gabon 9 Provinces" dans la foulée de la fête de l'Indépendance.

Toutes les expressions artistiques et culturelles de notre pays étaient à l'honneur, à travers un jour consacré à chaque province. L'ensemble des atouts (physiques, géographiques, historiques, culinaires, rituels, etc.) de la province célébrée étaient à l'honneur. Pendant neuf jours, le Jardin botanique, site retenu pour la manifestation, avait connu une effervescence particulière et suscité de l'engouement auprès de la population.

Au-delà des neuf provinces que compte notre pays, c'est le symbole de l'unité de la nation gabonaise qui s'était ainsi exprimé à cette occasion. On



Photo : Eric Lophéta

Au-delà des neuf provinces, c'est tout le symbole de l'unité gabonaise qui était ainsi exprimé.

pouvait y retrouver comme activités, des expositions permanentes, dégustations d'art culinaire, débats scientifiques sur les potentialités et les défis de chaque région, concerts, concours d'art oratoire, etc. Les enseignements tirés de cette première édition serviront de base de travail pour mieux peaufiner l'édition 2018 et l'enrichir d'innovations. Le ministre d'Etat en charge de la Culture, des Arts et Traditions, Alain Claude Bilie-By-Nze, l'avait re-

levé à la clôture de cette "neuvaine festive".

« Cette grosse manifestation est à maintenir et intensifier. Gabon 9 Provinces a permis à chacun de mieux découvrir les identités de sa province. On s'est rendu compte que, grâce à l'activité des conférences, notre histoire est très riche, avec ses combattants et ses cosmogonies fortes. En tant que ministre de la Culture, nous ferons en sorte que ces éléments ne se perdent pas, et que nous offrions aux Gabonais plusieurs opportunités, pour qu'ils viennent à la rencontre de leurs identités, mais aussi des cultures des autres », avait-il souligné.

« Nous allons formaliser "Gabon 9 Provinces" comme étant l'activité-phare précédant le 17-Août. Les Gabonais célébreront d'abord leurs identités. Neuf jours pour nos cultures multiples et variées, et nous ferons en sorte d'aider les créateurs et producteurs à mettre en œuvre nos identités », a-t-il ajouté.



Photo : D.R

L'artiste Fiona au concert du G1 (Estuaire) avait fait un tabac.

Et aussi...

•Coopération culturelle Un nouveau siège pour le Ciciba

Le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet a procédé, le 10 janvier 2017, à l'inauguration du nouveau siège du Centre international des civilisations bantou (Ciciba), dans le 1er arrondissement de Libreville. La renaissance de cette institution régionale devrait permettre aux peuples africains de protéger leurs racines bantou.

•Adressage Enfin des noms et des numéros à Libreville

Après divers attermoissements dans l'effectivité du projet depuis 2015, 2017 aura été l'année où les voiries des six arrondissements de Libreville ont enfin eu chacune un nom, et les maisons d'habitation un numéro. Seul couac : à ce jour, nombre de Librevillois ne savent toujours pas se servir de leurs adresses respectives. Là également, les équipes de la cellule technique en charge de la question à l'Hôtel de ville se font toujours attendre dans les quartiers. Le 10 octobre dernier, elles annonçaient qu'«après la dernière phase de pose de plaques, nous allons passer, arrondissement par arrondissement, pour expliquer comment se servir de son adresse. Nous allons également le faire pour les chauffeurs de taxis. En attendant que l'opération soit associée au système GPS et Map, pour faciliter la localisation.»

•Assistance sociale Lancement du Samu social

Depuis le 3 juillet 2017, le Gabon dispose d'un Samu social. Son rôle : apporter à tout moment, de jour comme de nuit, une assistance aux personnes défavorisées en situation de détresse. Qu'elles soient accidentées ou simplement en souffrance sociale. Il suffit juste d'appeler le 1488 pour qu'une équipe soit dépêchée.

•Éducation L'abrogation de l'harmonisation des coefficients

Sitôt après sa nomination à la tête du ministère de l'Éducation nationale, Nadine Patricia Anguile Obame s'est employée à mettre

un terme à un certain nombre de dysfonctionnements obérant le fonctionnement et l'efficacité de notre système éducatif. Parmi ces mesures, l'abrogation de l'arrêté pris par son prédécesseur portant harmonisation des coefficients dans les matières enseignées au collège. L'arrêté avait cristallisé la colère des différents acteurs de l'éducation.

• Diaspora

Libreville, capitale des Afro-descendants

Le 17 mai 2017, le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet ouvrait les travaux d'une rencontre internationale de trois jours devant constituer le socle d'une réflexion, en vue de refonder et cristalliser à jamais les liens avec nos frères et sœurs de la diaspora, et jeter les bases d'un partenariat bâti sur la promotion, la reconnaissance et le respect de leurs droits. Libreville, capitale politique et administrative du Gabon, en même temps ville de liberté, d'hospitalité et de fraternité, a accueilli les délégations venues des quatre coins du monde, dans le cadre de la célébration de la semaine de la " Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine ", sous le thème " Afrique, ma terre première ". C'est la première rencontre du genre en Afrique, après le lancement de cette décennie 2014-2024 par l'Assemblée générale des Nations unies, le 23 décembre 2013.

• Protection sociale

Le Plan national handicap

Le ministère de la Famille, de la Protection sociale et de la Solidarité nationale, en partenariat avec la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs) a mis en place, le 20 décembre 2017, un plan national handicap, pour la prise en charge des personnes vivant avec un handicap au Gabon. Il s'agit, notamment, d'une plateforme de réflexion chargée d'élaborer un format adéquat du plan d'actions national pour la mise en musique de la politique sociale en faveur des personnes vivant avec un handicap au Gabon.